

L'expérience acquise au cours d'une tournée effectuée dans certaines régions de culture qui ne sont pas particulièrement prospères, m'a enseigné que la population de ces régions n'est pas consciente des derniers progrès et ne possède pas les derniers renseignements sur la meilleure façon de mener à bien une entreprise agricole moderne.

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a publié une brochure intitulée *L'Agriculture au Canada*. Je suppose que la documentation lui a été fournie principalement par le ministère de l'Agriculture et que le but de cette brochure c'est de nous attirer des immigrants. C'est un but louable mais je voudrais qu'on tente le même effort en vue d'attirer les Canadiens vers la ferme et de les aider à se rendre compte qu'il importe qu'une plus grande partie de notre population cultive le sol et trouve moyen de réussir financièrement sur la ferme.

Je l'ai déjà dit, la préservation de nos ressources hydrauliques et de la fertilité de notre sol constitue un élément important. Cette conservation est du ressort du ministère de l'Agriculture. J'ai constaté que la Fédération canadienne des agriculteurs et d'autres organismes partagent ces vues. A cet égard, des entreprises comme celles que prévoit la loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux, barrages, ouvrages de génie et ainsi de suite, peuvent être nécessaires dans certains cas mais le but véritable doit être de créer des conditions qui permettront à la pluie de pénétrer le sol au lieu de s'écouler. Qu'on me permette de citer brièvement à ce sujet un article de Louis Bromfield, paru dans le *Saturday Evening Post* du 11 mars 1950. Voici ce qu'il écrit à propos des États-Unis:

Par le passé, les contribuables, les propriétaires fonciers et les sociétés d'assurance ont dépensé des milliards à réparer des dégâts, à construire, entretenir et réparer de vastes barrages et de grandes digues à l'embouchure de nos grands cours d'eau ou à mi-chemin entre leur source et leur embouchure, alors qu'il a dû toujours être évident, même pour le bambin qui s'amuse sur son tas de sable et avec son arrosoir, qu'on n'arrête pas les inondations à l'embouchure des cours d'eau, mais en amont, sur leurs tributaires, dans les forêts et dans les pâturages. Malgré ce fait évident, jusqu'ici presque tout notre travail de protection contre les inondations s'est limité à l'établissement, loin en aval, de barrages et de digues gigantesques et vulnérables.

Je semble peut-être m'étendre trop longuement sur cette question, mais je la crois d'importance capitale pour l'avenir de notre agriculture. D'ici peu, nous aurons besoin de presque toutes nos ressources agricoles pour alimenter et vêtir nos gens, sans mentionner les milliards d'habitants du reste du monde qui manquent de vivres. C'est tout ce que je me propose de dire pour le moment, mais j'aurai d'autres observations à faire sur des crédits qui seront étudiés plus tard.

M. Pouliot: Monsieur le président, j'apprécie ce que l'honorable député a dit, mais je me demande s'il a raison, à la suite d'un article de Louis Bromfield, qui a paru il n'y a pas longtemps dans le *Times*, de New-York. L'honorable député a cité Louis Bromfield. Dans cet article, M. Bromfield a dit, si ma mémoire est juste, que la moitié des cultivateurs aux États-Unis ne réussissent pas beaucoup, qu'environ 40 p. 100 réussissent assez bien et que 10 p. 100 réussissent très bien. Cela indique que la proportion des bons cultivateurs n'est pas aussi considérable aux États-Unis qu'au Canada, même si l'on tient dûment compte des différences de population.

L'honorable député a mentionné un article du même auteur, qui est un cultivateur prospère ainsi qu'un auteur renommé du pays voisin. Cela me donne l'espoir que les cultivateurs du Canada seront en mesure de concurrencer favorablement leurs frères cultivateurs des États-Unis.

M. Trainor: J'aimerais poser au ministre deux questions précises; les réponses à ces questions préoccupent grandement les gens de ma province. D'abord, le Gouvernement entend-il indemniser les victimes des inondations le long de la rivière Assiniboine, au Manitoba? En second lieu, quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il en vue d'empêcher la répétition de ces inondations?

Le très hon. M. Gardiner: C'est lors de l'appel des postes qui touchent à la question qu'il conviendrait de soulever le point.

M. Trainor: De quels postes le ministre veut-il parler?

Le très hon. M. Gardiner: Ceux qui ont trait à l'administration de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies ou les postes spéciaux relatifs à l'endiguement des eaux.

M. Blackmore: Monsieur le président, nous avons bénéficié jusqu'ici d'un débat extrêmement fructueux à l'occasion de l'appel du premier crédit du ministère et on a consigné au hasard une foule de renseignements que ceux qui s'intéressent à l'agriculture canadienne trouveront inestimables. Je veux féliciter tous ceux qui ont participé au débat jusqu'ici, même si dans l'ensemble ils ont plutôt signalé les difficultés que traverse le pays, la triste situation dans laquelle nous nous trouvons, et se sont peu préoccupés des solutions que l'on pourrait apporter à nos problèmes.

Il nous faut comprendre que l'industrie de l'agriculture n'est pas stationnaire. Les temps évoluent avec une rapidité effarante de sorte qu'une méthode de culture ou même un genre de culture,—par exemple la production laitière,—qui donnait des résultats excellents il